

Une Église au cœur du monde de ce temps

Discours d'introduction de Mgr Vilnet ()*

Au moment où commencent officiellement les travaux de cette Assemblée plénière, me permettra-t-on de faire référence à une autre assemblée épiscopale, mondiale celle-là : la 7^e session ordinaire du Synode des évêques qui s'achevait à Rome voici une semaine exactement et dont l'expérience demeure vivement imprimée dans mon regard et mon souvenir.

1. Communion et mission

En ouvrant le Synode, le Pape Jean-Paul II qui l'avait convoqué en lui fixant le thème que l'on sait : « Vocation et mission des laïcs dans le monde et dans l'Église vingt ans après Vatican II » prévoyait que cette Assemblée « témoignerait des liens de communion qui se vivent dans l'Église ».

Cette Église (rappelait-il avec la Constitution *Lumen gentium*) « est le corps dans lequel la vie du Christ se répand parmi les croyants qui s'unissent à lui de façon aussi mystérieuse que réelle par les sacrements ».

Cette Église « est en Jésus-Christ en tant que sacrement ou encore en tant que signe et instrument de son union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain » (cf *Lumen gentium*, 1).

Pour éclairer la vocation, la raison d'être et la mission de l'Église, le Synode des évêques s'est mis à l'écoute de la « parole par laquelle l'Esprit de vérité a communiqué avec l'Église de notre temps à l'occasion du Concile de Vatican II » (Jean-Paul II, homélie de la messe d'ouverture du Synode).

2. Vatican II, programme d'action pour notre temps

Car « l'ensemble des enseignements du Concile (rappelait le Pape à la messe du 11 octobre, jour du 25^e anniversaire de l'ouverture du Concile) correctement compris, et interprété dans le contexte du magistère précédent, peut bien être dit le programme d'action pour le christianisme de notre temps ».

Au Synode, l'Église universelle a comme écouté les Églises particulières qui incarnent dans la diversité des cultures, des races, des ensembles humains, des pays, des nations l'unique Corps de Jésus-Christ attestant par la vie et le témoignage des (fidèles du Christ » la force de l'Évangile et sa permanente actualité.

Un « programme d'action » ne peut être que l'actualisation de la Parole éternelle semée sur la terre des hommes pour y prendre racine, y fructifier et faire retour à Dieu enrichie de l'humanité convertie et régénérée.

Où sont donc pour l'Église qui est en France les sillons qui attendent la semence de l'Évangile, cette Bonne Nouvelle dont elle veut vivre et qu'elle sait devoir dire à nos compatriotes ?

Lorsqu'en 1981 nous avons voulu réactualiser nos orientations missionnaires, aucun d'entre nous ne doutait de la complexité des situations auxquelles notre société serait confrontée en cette fin du XX^e siècle. Les chrétiens failliraient à leur mission s'ils séparaient annonce de l'Évangile et présence effective de l'Église au cœur de la société. Cette indispensable présence est toujours risquée. Jamais exempte de pièges, elle est réclamée à

toute époque par la démarche même de Celui dont nous témoignons. Par le Christ, Dieu s'est compromis avec les hommes. Il a pris le risque d'une solidarité totale et définitive. De là découle notre règle de conduite, telle que Vatican II l'a clairement rappelée : « La communauté des chrétiens est réellement et intimement solidaire du genre humain et de son histoire » (*Gaudium et spes*, 1). Aujourd'hui comme voici vingt ans, demain au seuil du troisième millénaire comme aux premières décennies de l'Église, cette solidarité est notre itinéraire imposé, osons le dire, par la volonté même de notre Dieu, le Maître de l'histoire.

3. Les rendez-vous de l'histoire

Notre pays se prépare à célébrer, en 1989, le bicentenaire de la Révolution française. Un peuple n'assure sa cohésion que s'il sait, à chaque étape de son histoire, se réapproprier son héritage. Mais l'évocation du passé n'a de sens que si, au-delà des querelles et des malentendus d'hier, elle permet de mettre à jour les raisons véritables de s'atteler tous à la construction d'un avenir commun.

Dans quelques mois, la France va se trouver à nouveau devant une importante échéance électorale. Face aux choix à faire, comment ne pas s'interroger sur l'avenir, avec ce qu'il requiert aujourd'hui de chacun, y compris par son vote ? L'Église ne donne pas de consigne. Elle n'a pas de solutions toutes préparées. L'Église en notre pays (plus qu'en d'autres ?) a appris des circonstances ce qu'il en est de « la juste autonomie des réalités terrestres » (*Gaudium et spes*, 36). Elle sait aussi ce qu'est une sécularisation qui, dans les institutions et les mentalités, ne cesse de rejeter les préoccupations de marginalisation auxquelles les chrétiens ne peuvent se résigner. Le témoignage, s'il est individuel, ne suffit pas pour assurer une présence significative. Des initiatives collectives sont nécessaires qui manifestent la fécondité de l'Évangile. Une parole publique, fondée sur le message évangélique, peut s'imposer dans la conjoncture actuelle.

Présence et parole ne sont pas, de la part des membres du Peuple de Dieu, une quelconque affirmation d'un groupe humain parmi d'autres. Les fidèles du Christ vivent certes les conditions ordinaires et communes de l'existence humaine. S'ils portent à l'égard de ce monde une responsabilité spécifique, cette responsabilité vient du cœur même du message du salut : proposer, en vérité, une contagieuse espérance. C'est ce que vient de rappeler vivement le récent Synode des évêques.

Le pire qui puisse arriver à une communauté humaine est de désespérer de son avenir. Il est des désespoirs spectaculaires. Il en est de silencieux et de sournois. Le scepticisme lorsqu'il s'installe, sape peu à peu les raisons de lutter, conduit à baisser les bras, laisse aller le cours des choses.

Le Christ, en sa Pâque, offre à l'humanité régénérée par lui un avenir absolu. Par l'Église, il anticipe cet avenir dans l'histoire des hommes. Loin de détourner les énergies de l'aménagement de la société, la radicalité de cet avenir est ce feu qui dévore le croyant, ce ferment qui ne laisse plus en repos. Nous proclamons qu'il est possible de transformer ce monde. Nous affirmons qu'il est urgent de faire reculer les soi-disant fatalités et nous nous engageons à y travailler. Nous n'identifions pas histoire humaine et Royaume de Dieu, car nous savons que l'avènement définitif du Royaume est don de Dieu, que l'heure en est son secret. Mais nous croyons et nous affirmons que l'homme peut avoir part à l'esprit de la création nouvelle accomplie dans le Christ Jésus notre Seigneur.

Si nous, chrétiens, nous n'attestions pas cette radicale espérance, nous n'aurions plus rien à dire à notre monde.

Certes, nous sommes trop conscients, en nous et autour de nous, des agissements des

forces de mort pour céder à une admiration inconditionnelle du monde contemporain. Cependant, nous n'avons pas le droit de négliger tout ce que comporte de positif l'expérience des hommes dont nous partageons la vie quotidienne, Vatican II nous a indiqué la seule attitude valable : « Désirer joindre la lumière de la Révélation à l'expérience de tous pour éclairer les chemins où l'humanité s'engage. » (*Gaudium et spes*, 33).

4. Polyphonie du vivre ensemble

Répondre aux défis de ce temps par une adaptation créatrice de notre société implique de renouveler la volonté commune de vivre ensemble. Actuellement, les valeurs de vie privée semblent l'emporter sur les devoirs de la vie collective. Tout n'est pas à rejeter dans ces nouvelles aspirations : lorsque les énergies individuelles se libèrent, l'initiative et le sens de la responsabilité peuvent s'en trouver aiguisés. Mais une menace plane : celle d'une indifférence que l'on appelle trop vite tolérance et qui peut n'être qu'une sorte de pacte de non-ingérence et par là un refus de la confrontation. La société n'existe que par l'adhésion et le concours de tous. Qu'est-ce donc que la politique, sinon d'abord une démarche fondamentale de reconnaissance mutuelle entre des libertés ? C'est à partir de ce fait premier que la cité s'édifie. Ce fait est par lui-même victoire de la confiance sur la violence. Mais il est aussi victoire de la communication sur l'indifférence.

Paul VI a pu écrire que « la politique est une manière exigeante - mais non la seule - de vivre l'engagement chrétien au service de tous » (*Octogesima adveniens*, 46). A cet appel, notre Conférence épiscopale a fait écho voici quinze ans par sa déclaration : « Pour une pratique chrétienne de la politique. » Depuis lors, bien des mythes se sont écroulés, bien des idéologies se sont essouffées. En un sens, les Français n'ont jamais été communs. Jamais ils n'ont été autant en mesure, par exemple, d'apprécier la juste valeur d'un État de droit d'où découlent des implications évidentes pour la vie de la nation.

Mais un décalage inquiétant apparaît entre l'attachement de principe à la démocratie et les conditions réelles de son exercice. Entrés que nous sommes dans une société de l'information et de la communication, il est temps d'en faire une vraie société de débat. Le dénigrement systématique de la politique servirait d'abord les adversaires de la démocratie. Celle-ci n'est pas une possession paisible, garantie une fois pour toutes. Un certain nombre d'alertes ont pu rappeler que la violence sauvage n'a pas renoncé à se substituer à la négociation, ni l'affrontement manichéen à remplacer le dialogue. Aucun groupe n'incarne à lui seul et contre les autres l'honnêteté et la vertu. Les divergences, elles, sont inévitables et jusqu'à un certain point utiles et fécondes pour la recherche de solutions pleinement humaines. Elles alimentent le débat démocratique dans la mesure où elles se conforment à l'esprit et aux règles du jeu d'une véritable communauté politique. Du reste, entre les chrétiens eux-mêmes, une pluralité d'options est légitime, à l'exclusion de ce qui ne s'inscrirait pas dans une fidélité et une quête obstinée de la conformité à l'Évangile.

5. L'Église, parole et présence

L'Église comme telle, au nom même de cet Évangile et de la vision de l'homme qui en découle, doit apporter sa part à ce débat, dès lors qu'il concerne les problèmes majeurs de notre société. Dans une situation de pluralisme toujours plus accentué, alors que la société civile a besoin de plus en plus de toutes ses composantes, l'Église ne peut pas se taire et s'en tenir à un discours semi-confidentiel. Elle doit à sa propre mission et à son service de l'ensemble de nos concitoyens de dire quel est son sens de l'homme, et de le dire à partir des situations particulières qui réclament libre expression et engagement. Elle doit à sa propre mission et à son service de l'ensemble de nos concitoyens de dire quel est

son sens de l'homme, et de le dire à partir des situations particulières qui réclament libre expression et engagement. Elle, n'intervient pas pour clore le débat. Elle le relance au contraire, là où un point de vue purement technique risque d'apparaître comme le dernier mot, alors que seules les exigences morales permettent d'apprécier l'ampleur et la gravité des enjeux. Affranchie, nous le croyons, des tentations de pouvoir qu'elle a connues en des contextes tout autres, l'Église, si elle est fidèle au Christ, « qui est venu non pour être servi mais pour servir », n'a rien à cacher. C'est dans sa propre Tradition qu'elle est invitée à puiser pour sa contribution à la recherche commune. Dans ce pays, tissé de tradition chrétienne jusqu'en ses mœurs et sa législation, le christianisme professé et vécu a été et demeure une part précieuse et inaliénable de l'identité de notre peuple. A charge, bien sûr, pour les disciples du Christ de faire la preuve que ce christianisme n'est pas seulement témoin vénérable du passé ou réservoir de symboles riches de culture, mais encore et toujours source de sens nécessaire pour notre présent.

L'Église ne doit pas et ne veut pas être un groupe de pression. Dans la société, elle est située à sa place comme communauté de foi. Interlocuteur et non régente, elle ne cède pas à la timidité pour l'exprimer envers le législateur qui, en bien des domaines, cherche souvent à grand-peine au nom de quels impératifs intervenir ou s'abstenir. Bioéthique, protection sociale, statut des immigrés, rythmes scolaires sont autant de points névralgiques où, dans le respect des compétences respectives, l'Église est appelée à risquer sa parole. Elle prend position car il y va de la vie, de la relation homme/femme, de la protection des plus faibles, du soutien de l'étranger ou du droit à l'enseignement religieux avec le temps que postule son plein exercice. Dans cet éventail d'exigences, ce ne sont pas des intérêts corporatistes que l'Église défend, mais l'homme dont elle connaît la grandeur par la Révélation qu'elle reçoit de Dieu en Jésus-Christ. C'est pourquoi le service de la dignité de l'homme la renvoie toujours à écouter plus assidûment la Parole de Dieu, à accueillir humblement dans la prière les signes de son Seigneur.

L'heure semblerait venue de travailler avec d'autres à redéfinir le cadre institutionnel de la laïcité. A l'évidence, le modèle français de séparation entre les Églises et l'État a été conçu pour limiter l'emprise sur la vie publique des instances et des institutions religieuses, notamment de l'Église catholique. On reconnaît aujourd'hui que, face à tant de questions neuves, les Églises et les religions en général peuvent concourir à la formation de l'esprit public. A cet égard, le respect des consciences impose autre chose qu'une ignorance mutuelle ou même qu'une neutralité bienveillante.

Dans une absolue loyauté par rapport à nos convictions chrétiennes fondamentales, nous pouvons nous tenir prêts à chercher quelles sont les valeurs communes susceptibles de fonder le « vivre ensemble ».

Beaucoup, qui n'avaient cru qu'à une crise économique temporaire, découvrent que nous sommes bel et bien enserrés dans une crise de civilisation. A un élan activiste d'expansion économique qui croyait se suffire à lui-même manquaient des finalités et une éthique. Il ne servirait à rien d'occulter le vide par des discours superficiels et rassurants ou de céder à un catastrophisme dénonciateur de la modernité. Les nouvelles conditions sociales et culturelles nous obligent à emprunter la voie d'un dialogue exigeant, rigoureux, fraternel.

6. Pour une société solidaire

Depuis des générations, un patient et fécond effort a été accompli pour réduire progressivement les inégalités les plus criantes. Si l'on n'y prend garde, la crise va affaiblir gravement le sens de la solidarité. Dans un « chacun pour soi » généralisé, les mentalités

s'habituent trop aisément à la cassure que représente une « société à deux vitesses ». Dans les faits et les esprits, ce processus de société duale est déjà fort avancé. Il est temps de réagir. Il n'est pas pensable de bâtir une société sur le seul commun dénominateur du maintien des avantages acquis. Si complexes que soient les situations, rien ne peut justifier que le poids des lois économiques soit subi comme un inexorable destin.

La société ne peut devenir un lieu d'exclusion. Un sursaut de solidarité s'impose. Des pratiques neuves sont à inventer. Les questions que nous posons il y a cinq ans « Pour de nouveaux modes de vie » n'ont rien perdu de leur actualité. Allant plus loin encore, que l'on trouve et qu'on expérimente, sans trop attendre, de nouvelles formes de partage du travail et des ressources! En tout cas (selon les termes mêmes du Conseil économique et social), il faut « conférer à la lutte contre la grande pauvreté et l'exclusion sociale le caractère d'une priorité nationale engageant le pays tout entier », Et puisqu'il existe déjà quelques réalisations porteuses d'espérance, prenons-les en compte pour une réflexion à frais nouveaux, qui ferait apparaître les lignes directrices d'une « pratique chrétienne de l'économie ». La solidarité est, à vrai dire, une pierre de touche : celle de la qualité du sentiment d'appartenance à un même ensemble national. L'identité d'une nation n'est pas une réalité figée. Elle évolue nécessairement, comme dans le contexte européen et international d'aujourd'hui. Elle pose des questions qui doivent être abordées avec lucidité et générosité. Elle doit faire appel plus que jamais à une vivante mémoire de ce passé qui nous a constitués comme peuple. Elle passe par une franche reconnaissance de notre dette historique et culturelle envers tous ceux dont nous sommes les héritiers. Mais que serait cette identité si elle s'affirmait par le rejet des autres, si elle se fermait à l'universel ? Dans un monde d'échange et de communication, l'identité ainsi envisagée et protégée ne serait plus qu'un nationalisme ombrageux et parfois agressif, la caricature du patriotisme. Vigilance et refus s'imposent absolument lorsque des surges de certaines mystiques raciales réapparaissent avec insolence ou que le comble de l'horreur est considéré comme historiquement négligeable.

Pour les disciples du Christ, la personne humaine est inviolable. En tout temps et sous toutes les latitudes ce principe est intangible. Les chrétiens y subordonnent leurs solidarités. C'est à l'aune de cette conviction qu'ils jugeront toute analyse du passé et toute doctrine pour le présent de notre vie nationale.

7. Une solidarité universelle

Notre solidarité est universelle. En se consacrant avec détermination à l'examen des tâches nouvelles, cette Assemblée va manifester ce que le sort des plus pauvres de la planète, de tous les démunis de pain, d'espoir, d'idéal spirituel, de liberté sous toutes ses formes, attend de nous. Les « rendez-vous de la solidarité » se font pressants. Le progrès des techniques nées du génie de l'homme laissait prévoir une réelle unification du monde, laquelle, en un sens, se réalise un peu plus chaque jour. Ce qui ne fait que mettre davantage en évidence l'écart qui, depuis vingt ans, s'accroît entre les peuples et groupes humains riches et les pauvres. Intensifier les solidarités, nouer efficacement la gerbe des initiatives et des efforts de partage pour le développement intégral de l'homme, telle est en quelque sorte la « nouvelle frontière » capable d'offrir un horizon de convergence à des hommes et des femmes trop souvent démotivés. C'est le sens de cette entreprise ecclésiale, que nous avons appelée, à la suite de l'invitation pressante que nous adressait, dès 1980, le Pape Jean-Paul II, « plan de solidarité ».

De la solidarité, devoir universel, les chrétiens n'ont pas le monopole. Leur contribution s'inscrit dans une prise de conscience renouvelée des besoins du monde et d'une

politique plus résolue d'aide au développement. Membres d'une Église universelle par nature, les disciples du Christ qui manqueraient à la solidarité méconnaîtraient la communion qui est au cœur même de l'Église. Ce que nous cherchons pour tous les hommes, la charité du Christ nous provoque déjà à le mettre en œuvre avec les Églises particulières de tous les continents. Bâillonées là où elles défendent courageusement le droit des consciences, subissant ailleurs une répression ouverte ou larvée lorsqu'elles proclament la nécessaire justice envers les pauvres et l'égalité entre les races, ces communautés de chrétiens attendent instamment de nous une solidarité éclairée, respectueuse et agissante. La Bonne Nouvelle du salut universel en Jésus-Christ et, avec elle, l'impératif du service de tout homme et de tout l'homme nous convoquent.

8. Messages...

« Le cheminement dans l'histoire ouvre à l'Église de nouveaux horizons et exige d'elle de nouvelles réponses aux défis qui l'interpellent. » Ce message des évêques du Synode aux chrétiens du monde entier évoque pour moi un autre message : celui dont nous avons accompagné nos orientations missionnaires de 1981. Toujours actuel, me semble-t-il, j'en ferai mon dernier mot :

« Peuple de baptisés, avec tes sensibilités multiples, avec tes richesses variées, laisse-toi trouver par le Dieu qui te cherche. Puisque aujourd'hui le Christ est vivant, ne crains pas pour ton avenir. Avec la foi enracinée au plus profond de nos terroirs, deviens vraiment ferment de justice, de fraternité et d'unité. Puisque le Christ est vivant aujourd'hui, et dans tous les lieux de l'univers, lève les yeux vers l'horizon et presse le pas. Partout sur la terre et dans toutes , les cultures, des regards cherchent Dieu.

En communion avec l'Église qui est à Rome et son évêque Jean-Paul II, avec toutes les Églises qui lui sont unies, dans la joie d'une communion croissante avec les autres Églises chrétiennes pour l'annonce et le service de l'Évangile, nous disons en contemplant le Christ qui revient : « Voici l'homme ! » Dieu veut enfanter l'humanité à son avenir.

Ici à Lourdes, des paralysés ont laissé leurs béquilles auprès de la Vierge Marie manifestant encore la tendresse et la force de Dieu. Ainsi, peuple de baptisés, te libérant de tes pesanteurs, et dans la tradition reçue des premiers apôtres, lève-toi et marche! »

(Lève-toi et marche! N^{os} 18 et 19.)